

Séance du Grand Conseil

Mardi 26 août 2014

de 14 h.00 à 17 h.00

**Procès-Verbal**

OA = objet adopté sans modification

OA+M = objet adopté avec modification

RET = objet retiré

REF = objet refusé

REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière

TRAITE = objet traité

RENV-T = objet renvoyé par manque de temps

RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information

RENV-SD = objet renvoyé suite débat

RENV-COM = objet renvoyé en commission

RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

Décision	N°	Dépt.	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
	1.			
	2.			

1. Communications

M. le Président lit la lettre de démission de M. Pierre Moor, juge auprès du Tribunal neutre, pour le 3 février 2015. Il mentionne la mémoire de Mme l'ancienne députée Marceline Cordone Miéville, décédée le 8 août 2014, dans sa 93ème année, pionnière dans la lutte pour l'égalité des droits entre femmes et hommes. Il informe les députés qu'un nouveau groupe thématique centré sur la culture s'est créé avec l'accord du Bureau; Mme Anne Papilloud en sera la référente. M. le Président félicite l'équipe de football du FC Grand Conseil vaudois, laquelle a terminé vice-championne de Suisse lors du 29ème Tournoi de football des parlements de Suisse, à la Chaux-de-Fonds, samedi dernier. Il communique enfin aux députés qu'ils ont reçu dans leur casier une brochure des Journées européennes du Patrimoine des 13 et 14 septembre prochains.

Mme la députée Valérie Induni fait une intervention personnelle, conformément à l'art. 84 al. 3 LGC, pour annoncer le dépôt d'une résolution à développer la semaine prochaine. Initialement, il était prévu de demander une modification de l'ordre du jour pour mettre en discussion sans délai la résolution, mais le groupe socialiste y a renoncé.

2. Dépôts

Résolutions : (14\_RES\_017) Claude-Alain Voiblet, (14\_RES\_018) Valérie Induni.

Interpellations : (14\_INT\_277) Anne Baehler Bech, (14\_INT\_278) Anne Baehler Bech, (14\_INT\_279) Jacques Neiryck, (14\_INT\_280) Axel Marion, (14\_INT\_281) Jérôme Christen.

Postulats : (14\_POS\_080) Mathieu Blanc, (14\_POS\_081) Denis Rubattel.

Pétition (14\_PET\_029) en faveur de Madame Nafiseh Ghovadi et de son enfant Mohammad Soleimani.

Séance du Grand Conseil

Mardi 26 août 2014

de 14 h.00 à 17 h.00

**Procès-Verbal**

OA = objet adopté sans modification

OA+M = objet adopté avec modification

RET = objet retiré

REF = objet refusé

REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière

TRAITE = objet traité

RENV-T = objet renvoyé par manque de temps

RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information

RENV-SD = objet renvoyé suite débat

RENV-COM = objet renvoyé en commission

RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

Décision	N°		Dépt.	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
OA	3.	(GC 118) Rapport du Bureau du Grand Conseil et prestation de serment de Madame Josée Martin, nouvelle députée  Les conclusions du rapport du Bureau du Grand Conseil, lues par la Première Vice-Présidente, sont adoptées à l'unanimité. Il est procédé à l'assermentation de la nouvelle députée, Mme Josée Martin.	GC	Meyer Keller R.	
RENV-CE	4.	(14_INT_275) Interpellation Ginette Duvoisin et consorts - Licenciement collectif du secteur commercial de BVA - Quelles conséquences réelles sur les emplois ? (Pas de développement)			
RENV-CE	5.	(14_INT_276) Interpellation Fabienne Freymond Cantone - ECA et investissements financiers : de la question des risques, de la responsabilité et d'acteur sur le marché de l'immobilier... (Pas de développement)			
RENV-CE	6.	(14_INT_272) Interpellation Julien Eggenberger - Les Vaudoises et Vaudois paieront-ils les amendes des banques ? (Développement)			
RENV-CE	7.	(14_INT_274) Interpellation Stéphane Rezso et consorts - Le MONOPOLY - Le futur jeu de la LAT ? (Développement)			
RENV-COM	8.	(14_MOT_054) Motion Philippe Randin et consorts - Suppression du moratoire du Conseil d'Etat décrété en 2004 pour les subventions aux communes pour les travaux des bâtiments classés dont la couverture est en tavillons (Développement et demande de renvoi à commission avec au moins 20 signatures)  Cosignée par au moins vingt députés, la motion est renvoyée directement à l'examen d'une commission chargée de préavis sur sa prise en considération et son renvoi au Conseil d'Etat.			

## Séance du Grand Conseil

Mardi 26 août 2014

de 14 h.00 à 17 h.00

**Procès-Verbal**

OA = objet adopté sans modification

OA+M = objet adopté avec modification

RET = objet retiré

REF = objet refusé

REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière

TRAITE = objet traité

RENV-T = objet renvoyé par manque de temps

RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information

RENV-SD = objet renvoyé suite débat

RENV-COM = objet renvoyé en commission

RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

Décision	N°		Dépt.	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
OA	9.	(141) Exposé des motifs et projet de décret accordant au Conseil d'Etat un crédit de CHF 13'008'000.- destiné à financer la modernisation du système d'information de la justice vaudoise(1er débat)  (1er débat): l'entrée en matière sur le projet de décret est acceptée à l'unanimité. Art. 1 et 2 acceptés à l'unanimité. Fin du 1er débat.  Une demande de 2ème débat immédiat est présentée et est acceptée par 96 oui, 5 non et 4 abstentions (majorité des trois quarts requise).  (2ème débat): les articles 1 et 2 sont acceptés sans discussion à l'unanimité. Fin du 2ème débat. En votation finale, le projet de décret est adopté par 104 oui, soit à l'unanimité.	DIS.	Despot F.	
RENV-T	10.	(14_MOT_042) Motion Jean-Michel Dolivo et consorts concernant le délai de traitement des initiatives  Etant donné l'absence excusée du rapporteur de la commission, l'objet est renvoyé à l'examen ultérieur d'une séance du Grand Conseil.	DIS	Rochat Fernandez N.	02/09/2014
RENV-CE	11.	(13_POS_052) Postulat Jean-Michel Dolivo et consorts - Rendre plus sûr le traitement de la validation des initiatives populaires  Les conclusions du rapport de la commission sont adoptées à l'unanimité (prise en considération totale du postulat et renvoi de ce dernier au Conseil d'Etat).	DIS	Melly S.	
REF	12.	(14_PET_024) Pétition pour une dérogation, ou suppression du délai de révision de 10 ans, si des décisions et des jugements se révèlent faux et erronés, contraires au droit en vigueur. (arrêt du TA du 9 septembre 1992)  Les conclusions du rapport de la commission des pétitions sont adoptées par une très large majorité, moins un avis contraire et quelques abstentions (classement de la pétition).	DIS	Hurni V.	
TRAITE	13.	(13_INT_120) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Sylvie Podio - Une chambre aussi chez papa !	DIS.		

Séance du Grand Conseil

Mardi 26 août 2014

de 14 h.00 à 17 h.00

**Procès-Verbal**

OA = objet adopté sans modification

OA+M = objet adopté avec modification

RET = objet retiré

REF = objet refusé

REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière

TRAITE = objet traité

RENV-T = objet renvoyé par manque de temps

RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information

RENV-SD = objet renvoyé suite débat

RENV-COM = objet renvoyé en commission

RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

Décision	N°		Dépt.	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
TRAITE	14.	(14_INT_214) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Amélie Cherbuin - Fermeture du poste de gendarmerie de Coppet - La sécurité sera-t-elle toujours assurée pour les habitants de Terre-Sainte ?	DIS.		
RENV-CE	15.	(14_POS_055) Postulat François Brélaz et consorts - A propos de prostitution...  Les conclusions du rapport de la commission sont adoptées à une très large majorité, moins 6 avis contraires et 4 abstentions (prise en considération totale du postulat et renvoi de ce dernier au Conseil d'Etat).	DIS	Tosato O.	
RENV-CE	16.	(14_INI_008) Initiative Jean-François Thuillard et consorts - Pour une Suisse sans OGM ! (Développement et demande de prise en considération immédiate)  La prise en considération immédiate de l'initiative et son renvoi au Conseil d'Etat sont acceptés par 102 oui, 4 non et 11 abstentions.			
TRAITE	17.	(14_INT_222) Réponse du Conseil d'Etat Interpellation Olivier Epars - Jusqu'où fumer nos beaux pâturages ?	DECS.		
TRAITE	18.	(13_INT_171) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Jean-François Thuillard - Beaulieu : où va-t-on ?	DECS.		
TRAITE	19.	(14_INT_206) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Christa Calpini - Bureau de poste et pharmacie	DECS.		
TRAITE	20.	(14_INT_228) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Claude-Alain Voiblet - Le Canton de Vaud est très engagé dans l'intégration des étrangers ; qu'en est-il du contrôle et de l'expulsion des nombreux sans-papiers ?  Détermination Claude-Alain Voiblet à la suite de la réponse du Conseil d'Etat à son interpellation est refusée par 81 non, 35 oui et 8 abstentions.	DECS.		

## Séance du Grand Conseil

Mardi 26 août 2014

de 14 h.00 à 17 h.00

**Procès-Verbal**

OA = objet adopté sans modification

OA+M = objet adopté avec modification

RET = objet retiré

REF = objet refusé

REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière

TRAITE = objet traité

RENV-T = objet renvoyé par manque de temps

RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information

RENV-SD = objet renvoyé suite débat

RENV-COM = objet renvoyé en commission

RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

Décision	N°		Dépt.	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
RENV-SD	21.	(13_MOT_030) Motion Martial de Montmollin et consorts - Pour une politique plus durable pour le tourisme dans les Alpes vaudoises  Les conclusions du rapport de la majorité de la commission (classement de la motion transformée en postulat avec l'accord du motionnaire) sont refusées par 64 non, 61 oui et 1 abstention. A l'appel nominal, le précédent vote est infirmé par 63 oui (avec la voix du président), 62 non et 1 abstention. La procédure de vote ayant été contestée, cet objet sera remis à l'ordre du jour de la séance suivante.	DECS	Neyroud M. (Majorité), Epars O. (Minorité)	02/09/2014
RENV-T	22.	(14_MOT_036) Motion Stéphane Montangero et consorts - Mieux vaut prévenir que guérir, y compris pour les transformations de locaux de travail	DECS	Thuillard J.F. (Majorité), Gander H. (Minorité)	02/09/2014
RENV-T	23.	(111) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur la motion Gérard Dyens et consorts demandant une clarification du rôle et de la fonction d'enseignant par l'élaboration d'un cahier des charges des maîtresses et des maîtres des classes enfantines, primaires et secondaires.	DFJC.	Payot F.	02/09/2014
RENV-T	24.	(14_POS_057) Postulat Jean Tschopp et consorts - Eduquer les élèves à l'usage des réseaux sociaux	DFJC, DIS	Cretegnny L.	02/09/2014
RENV-T	25.	(143) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Stéphane Montangero et consorts - Développer les sens de nos enfants pour lutter contre l'obésité	DFJC.	Attinger Doepper C.	02/09/2014
RENV-T	26.	(144) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Stéphane Montangero et consorts - Développons des jardins scolaires pour étudier la saisonnalité et développer le goût de nos enfants !	DFJC.	Attinger Doepper C.	02/09/2014
RENV-T	27.	(14_INT_240) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Christian Kunze - L'apprentissage et la maturité professionnelle trouvent-ils vraiment leur public dans le canton de Vaud ?	DFJC.		02/09/2014

Le (La) président-e :

Le (La) secrétaire :